

## **L'analyse du modèle Pangea passe à côté de l'essentiel**

**Longueuil, le 26 avril 2018** — L'Union des producteurs agricoles (UPA) considère que [l'analyse du modèle d'affaires de Pangea terres agricoles](#), produite par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), passe à côté de l'essentiel.

« Quand 75 % des sources d'un rapport gouvernemental sont des articles de journaux, on appelle ça une revue de presse commentée, pas une analyse », a déclaré le président général de l'UPA, Marcel Groleau, précisant que l'analyse du MAPAQ passe à côté d'enjeux déterminants comme les éléments de l'entente entre Pangea et ses partenaires, les modalités détaillées pour s'en retirer, l'établissement du taux de location des terres et la démonstration chiffrée des économies d'échelle que prétend réaliser Pangea.

Les terres acquises par Pangea sont destinées à la production de céréales (blé, avoine, orge) et d'oléagineux (canola, soya). Selon le Centre d'études sur les coûts de production en agriculture (CECPA), les fermes spécialisées dans ces productions et soumises aux mêmes conditions obtiennent un rendement annuel (marge) à l'hectare de 20 \$ à 30 \$. Pour atteindre les 8 % de rendement espéré par Pangea et ses investisseurs (incluant la Caisse de dépôt et placement du Québec et le Fonds de solidarité FTQ), le rendement agricole nécessaire devrait être de 357 \$ l'hectare (plus de 10 fois le rendement atteint par les producteurs spécialisés). Un tel rendement est impossible à atteindre par les activités agricoles.

« La seule façon d'atteindre le rendement recherché par Pangea sera de vendre les terres après quelques années et d'encaisser l'augmentation de leur valeur. Cela en fait un modèle spéculatif, point à la ligne », a ajouté M. Groleau, précisant que c'est exactement pour cette raison que Pangea refuse de donner accès aux états financiers de ses coentreprises. Aucune analyse crédible ne peut faire abstraction de ces données, qui n'ont pas été remises au MAPAQ.

« Pangea est un modèle qui mise sur la spéculation, encouragé par la Caisse de dépôt et le Fonds de solidarité, au détriment des fermes familiales et de la relève agricole, de l'habitation et de l'occupation du territoire », a conclu M. Groleau.

- 30 -

**Source :**

Patrice Juneau  
Conseiller principal, Affaires publiques et relations médias  
450 679-0540, poste 8591 | 514 702-8591  
[pjuneau@upa.qc.ca](mailto:pjuneau@upa.qc.ca)